

COVID-19 : les « vieux » sacrifiés ?



L'année 2020 était pour certains synonyme d'espoir, de projets, de nouveau départ ou encore d'épanouissement. Fin avril 2020, ces mots ne sont pas à l'ordre du jour. Cela fait plus d'un mois que la France est confinée sur ordre de l'Etat. Le nombre de décès s'élève provisoirement à 21340 pour 119151 personnes contaminées. Cependant le confinement commence à porter ses fruits puisque le nombre de malades journalier ne cesse de diminuer. L'Etat a donc pour objectif de mettre en place un déconfinement progressif ayant pour but partiel la relance économique. Effectivement l'économie française, comme de nombreux autres pays touchés par le virus, est fortement affectée, la demande globale des ménages ayant chuté de 18% et 5,7 millions d'emplois seraient potentiellement concernés par le chômage partiel, ce qui inquiète fortement les entreprises. D'un point de vue économique le retour à la « normale » est donc plus que nécessaire. C'est pourquoi Emmanuel Macron annonçait, lundi dernier, une date de déconfinement : le 11 mai. Or tout le monde n'aura le droit de sortir sans justificatif ou d'être en contact avec autrui. La population d'un certain âge et les personnes à fortes pathologies se verront dans l'obligation de rester chez elles et ce jusqu'à nouvel ordre.

Grâce à plusieurs tribunes publiées par le journal *Le Monde* au cours de ce mois d'avril, nous allons tenter de rendre compte de la situation actuelle qui règne autour du prolongement du confinement pour les tranches d'âge les plus élevées de la population.

Florence Aubenas, dans un reportage publié le 13 avril dernier, nous racontait le quotidien des personnes âgées dans les maisons de retraites, plus communément appelées EHPAD. C'est une ambiance glaçante qui nous est décrite, où la peur constante du virus règne. Un système immunitaire moins performant, des pathologies chroniques sous-jacentes et des conditions de vie moins protectrices... La mortalité du Covid-19 est bien plus importante chez les personnes âgées. A cette peur de la maladie s'ajoute la peur de la solitude, de vivre cette épreuve sans ses proches. L'ancienne ministre Monique Pelletier affirme, dans une tribune publiée le 8 avril, que « *chacun d'entre eux a été cloîtré dans sa chambre depuis plus de six semaines sans pouvoir en sortir, donc sans contact avec les autres résidents et*

sans recevoir aucune visite des siens ». Certains qualifient ces conditions d'inhumaines, et voir cette situation se prolonger paraît éthiquement impossible. La situation a mal été gérée, confiner plus tôt aurait sûrement permis d'éviter cette vague de morts et cette prolongation.

Plusieurs points ressortent des différentes tribunes et reportage. Les personnes âgées sont, et ce depuis longtemps, les oubliés de la nation. Tout d'abord « *il aura fallu attendre le 2 avril, soit près de deux mois après le début de cette crise, et après trois semaines de confinement, pour que l'Etat communique enfin des chiffres « partiels » des victimes du virus en EHPAD* ». Aujourd'hui l'Etat communique quotidiennement le nombre de décès total en précisant la répartition entre hôpital et EHPAD. Cette mise sous silence temporaire a été ressentie pour certains comme le refus de la part de toute la population de voir la réalité derrière les murs de ces établissements. Seulement, comme décrit précédemment, un quotidien dur se déroule chaque jour, où la mort est au rendez-vous pour grand nombre de ces personnes. Toutes les initiatives concernant la prise en charge du virus dans les EHPAD sont prises par l'Etat. Il n'y a aucune personne désignée dans l'objectif de représenter ces personnes et de transmettre au gouvernement, siège des décisions, leurs souhaits et leurs visions de la situation. Finalement une infime partie de la population prend les mesures concernant les 728000 personnes vivant en EHPAD. Monique Pelletier s'en indigne : « *Mais qui les voit, qui leur parle ? Qu'ont-ils à dire ? Ils se sentent fragiles et, pour nombre d'entre eux, coupables de vivre si vieux. [...] Le nouveau coronavirus aura mis en lumière de manière très crue les mouiroirs dont nous ne nous préoccupions guère* ».

A ce jour il n'existe aucun traitement pour ce virus. L'un des symptômes le plus dur est l'insuffisance respiratoire. Alors seule l'assistance respiratoire en hôpital peut soulager les malades. Cependant les hôpitaux sont débordés et donc les places limitées. Alors « *on « rationalise » et les résidents en EHPAD n'y sont pas accueillis : trop vieux, trop faibles, pour tenter le passage en réanimation !* ». Alors l'impuissance face à ce virus s'installe dans les EHPAD, les soignants essaient d'être un maximum présent pour les patients et eux, les patients, se résignent peu à peu à leur sort. Ces personnes sont les victimes silencieuses, dont tout le monde a d'abord préféré ignorer la mort, réduites à leur pathologie et à n'être que des objets de soins plutôt que des sujets de droits. Elles sont assignées au confinement le plus strict dans leur chambre de résidence coupée du monde.

L'équation du déconfinement entrepris par le gouvernement est simple : retour à la normale pour les « personnes utiles » à la société pour relancer l'économie en évitant un maximum de casse... Alors les écoles, collèges et lycées ouvrent progressivement pour que les parents puissent retourner travailler. « *Qu'on en juge : les sociétés saines, c'est-à-dire jeunes et productives, doivent sortir du confinement au plus vite. Les braves gens n'en peuvent plus, les enfants non plus, et l'économie menace ruine* » affirme ironiquement Pierre Lellouche, ancien ministre du commerce extérieur, dans une tribune publiée le 17 avril. Pour lui comme pour bien d'autres, ce déconfinement s'avère effectué au pied levé. Ce retour à la vie « normale » serait synonyme, pour certains, d'une seconde vague massive de contaminations... Le confinement porte ses fruits et les résultats commencent à être visibles. Il est trop tôt et le retour à la normale n'est pas prêt. La tribune de Pierre Lellouche sur le ton de l'ironie nous montre comment l'Etat pense de manière algébrique. Il associe la population

« saine » aux personnes encore dans la fleur de l'âge bien portantes et la population « sans intérêt » aux personnes âgées et à fortes pathologies. Nous aurions un retour à Madison Grant, qui avait marqué la fin du XIXe siècle avec ses législations eugénistes et racistes. « *Il fallait débarrasser les sociétés civilisées, par la stérilisation notamment, d'individus malades, débiles ; et en un mot inutiles, car inférieurs* » : cette comparaison assez forte à la France de Vichy fait réfléchir. Nous aurions deux zones : la zone confinée (France libre) constituée de la « République des obèses » et la « République des vieux » puis la zone déconfinée (France occupée) sous le contrôle de l'Etat. L'Etat de notre démocratie actuelle est associé, sur le ton du second degré, à un régime totalitaire où les Hommes n'étaient pas libres. En somme, la vision du gouvernement français et la manière dont il agit repose trop sur des chiffres soit le bien-être de l'économie. Derrière ces statistiques, ces travailleurs et ces personnes âgées, se cachent des vies qui méritent toutes d'être sauvées.

Les personnalités qui ont rédigé ces tribunes partagent le même point de vue. Au même titre que les malades acceptés en hôpital, les personnes âgées devraient aussi y avoir leur place. Certains placent le suivi de nos aînés au plan de priorité nationale, avec comme maître mot « dignité et bienveillance ». Effectivement il ne faut pas oublier que le plus souvent ces personnes ont des enfants, aujourd'hui peut-être eux-mêmes parents, dont ils se sont occupé durant de nombreuses années. Alors, à ces personnes, nous leur devons déjà la vie mais également la reconnaissance. Tout être humain ne mérite pas de se languir entre quatre murs loin de ceux qu'il aime. Ces mêmes personnes déplorent ces conditions dans lesquelles vivent les personnes âgées. Pour eux leur place quasi inexistante au sein de la société n'est pas nouvelle. Ils n'hésitent pas à nous rappeler l'épisode caniculaire de l'été 2003, où 19000 personnes âgées trouvèrent la mort. Ce n'est ni un médecin, ni un politicien ou encore le président de la république qui devrait choisir si telle ou telle personne a le droit à sa place en hôpital ou non. La seule personne qui pourrait répondre à cette question est la personne elle-même, ici la personne âgée. Nous nous disons vivre dans une société démocratique dont la devise est « liberté, égalité, fraternité », alors suivons ces paroles.

« *Pour éviter que la situation n'empire encore, l'Etat doit intervenir et déclencher un plan d'urgence pour les personnes âgées et le secteur médico-social* » : effectivement la situation est déplorable. Le nombre de postes manquants dans ce secteur est très important, précisément 80000 dont la moitié s'avère plus que nécessaire. Dans les EHPAD des aides-soignants vont même jusqu'à s'occuper de dix patients chacun voire plus, alors qu'en 2006 le premier ministre, Dominique de Villepin, en proposait huit pour dix. Les faibles salaires sont peu attractifs. Les maladies professionnelles ne cessent d'augmenter. Toutes ces conditions réunies font que certains qualifient cette situation de crise. Rares sont les courageux qui osent s'aventurer dans ces métiers où les aspects positifs ne rivalisent pas avec les désavantages. Certains restent objectifs et tentent de mettre en place des plans ayant pour but de relancer ce secteur. L'ancienne ministre du travail Myriam El Khomri, qui a été chargée en juillet par l'actuel gouvernement d'une mission sur l'attractivité des métiers du grand âge, a récemment proposé d'excellentes solutions, notamment la suppression du concours d'entrée, la gratuité de la formation aides-soignants, l'apprentissage, l'augmentation de leur rémunération et la

possibilité d'une promotion par un diplôme gériatrie. Les EHPAD à domicile révèlent de très bons résultats sur les expérimentations effectuées quant aux souhaits des personnes concernées.

Concernant la prise en charge du virus pour les personnes âgées, les auteurs de ces tribunes insistent sur l'urgence de déployer des protocoles de protections des EHPAD et des services à domicile pour faire barrière au virus. Il faut de toute urgence imaginer tous les moyens possibles pour rompre l'isolement des personnes âgées sans mettre en péril leur sécurité. Enfin il est urgent, pour les personnes en fin de vie, que les soins palliatifs soient pleinement assurés et que l'accompagnement des proches soit possible.

Finalement dans la tourmente de la pandémie du Covid-19 certaines personnes ont vu leur existence mise entre parenthèses et leurs conditions de vie se dégrader. Cette situation aura mis en lumière la crise qu'il y a dans le secteur médico-social. Les personnes qui sont touchées directement par cette crise sont les anciens de la nation. Alors ne laissons pas ce virus faire taire cette génération, luttons pour les garder auprès de nous.

Emmanuelle QUILLIEN (TES2), le 24 avril 2020